

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 13/003/2007 – ÉFAI  
12 avril 2007

Action complémentaire sur l'AU 322/05 (AMR 13/011/2005 du 19 décembre 2005)

## Craintes pour la sécurité

### ARGENTINE

**Pablo Gabriel Salinas (h), avocat spécialisé dans la défense des droits humains, ainsi que son épouse et leurs quatre enfants en bas âge**

**et deux autres avocats spécialisés dans les droits humains :**

**María Angélica Escayola (f)**

**Alfredo Guevara Escayola (h)**

---

Pablo Gabriel Salinas, avocat spécialisé dans la défense des droits humains, a reçu des menaces anonymes qui semblent liées à ses activités professionnelles. Amnesty International craint que sa vie et celle de ses proches ne soient en danger.

Le 9 avril, Pablo Salinas a trouvé une lettre anonyme adressée à son nom lorsqu'il est arrivé à son cabinet, situé dans la ville de Mendoza (province de Mendoza). Elle contenait le message suivant : « *Tu n'es qu'un fils de pute défendant les criminels qui sont en prison, espèce de salaud, fais gaffe à toi, connard, et à ta putain de famille, avocat de meurtriers, de violeurs et de voleurs ; défends plutôt les victimes de ces dégénérés, raté de merde !* »

Le lendemain, Pablo Salinas a signalé cet événement au parquet de Mendoza (Unidad Fiscal de Delitos Complejos de la Primera Circunscripción Judicial de Mendoza), qui a introduit une requête en sa faveur le jour même auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, afin que les autorités mettent en place des mesures pour protéger cet homme et sa famille.

Pablo Salinas a condamné publiquement, à plusieurs reprises, le recours à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements dans les prisons de la province de Mendoza. Il a également représenté des victimes de violences policières, d'exécutions extrajudiciaires et d'autres atteintes aux droits humains perpétrées par des membres des forces de sécurité. Par ailleurs, il a fourni une assistance juridique à des victimes de violations commises en Argentine sous le régime militaire, entre 1976 et 1983. Les activités qu'il a menées à ce titre lui ont valu d'être maintes fois menacé et harcelé. En décembre 2005, il a reçu plusieurs appels téléphoniques de menaces, et des graffitis ont été inscrits sur les murs du cabinet qu'il partageait avec María Angélica Escayola et Alfredo Guevara Escayola, deux autres avocats spécialisés dans les droits humains. À la connaissance d'Amnesty International, ces derniers n'ont été la cible d'aucune autre menace depuis lors.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les défenseurs des droits humains qui travaillent à Mendoza sont souvent la cible d'actes de harcèlement et de menaces. Amnesty International a exprimé ses craintes concernant leur sécurité et a demandé à de multiples reprises que les plaintes déposées dans ces affaires fassent l'objet d'enquêtes approfondies et indépendantes.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous inquiet pour la sécurité de Pablo Salinas et de ses proches ;
- demandez instamment qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sans délai sur les menaces dont ces personnes ont été la cible, que les conclusions de ces investigations soient rendues publiques et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

- exhortez les autorités à prendre les mesures nécessaires pour les protéger et garantir leur sécurité, conformément à leurs souhaits ;
- rappelez aux autorités qu'elles sont tenues de reconnaître la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener celles-ci sans restriction ni crainte de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

**APPELS À :**

Gouverneur de la province de Mendoza :

Gobernador de la Provincia

Ing. Dn. Julio César Cleto Cobos

Casa de Gobierno

Av. L. Peltier 351- 4to piso

5500 Mendoza, Argentine

**Fax : +54 261 449 2142**

**Formule d'appel : Sr. Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,**

Ministre des Affaires étrangères :

Sr. Ministro de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto

Sr Jorge Enrique Taiana

Ministerio de Relaciones

Exteriores, Comercio Internacional y Culto

Esmeralda 1212

1007 Buenos Aires, Argentine

**Fax : +54 11 4819 7324**

**Formule d'appel : Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,**

Ministre de la Sécurité de la province de Mendoza :

Sr. Ministro de Seguridad de la Provincia de Mendoza

Dr. Alfredo Cornejo

Salta 672

5501 Godoy Cruz, Mendoza

Argentine

**Fax : +54 261 449 9083 / 9020 (Si une personne décroche, veuillez dire : « Tono de fax por el Ministro, por favor »)**

**Formule d'appel : Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,**

Sous-secrétaire à la Justice pour la province de Mendoza :

Sr. Subsecretario de Justicia de la Provincia de Mendoza

Sr. Gustavo Castiñeira de Dios

Ministerio de Gobierno

Salta 672

5504 Godoy Cruz

Mendoza, Argentine

**Formule d'appel : Sr. Subsecretario, / Monsieur,**

**COPIES À :**

Cabinet de juristes :

Rivadavia 680

5500, Mendoza, Provincia de Mendoza, Argentine

Journal de la province :

Diario Los Andes

Avda. San Martin 1049

5500 Mendoza

Argentine

**Fax : +54 261 420 2011**

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 24 MAI 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*